

révolution, mais tout en étant donc, suivant l'expression de Lénine, « le fondement le plus parfait du point de vue du développement du capitalisme, elle est en même temps le régime agraire le plus souple pour le passage au socialisme ». La faiblesse des critiques de R. Luxembourg à l'égard du programme agraire des bolcheviks (« Révolution russe ») porte précisément sur les points suivants : en premier lieu, elle n'a pas souligné que « la prise immédiate de la terre par les paysans » tout en n'ayant « absolument rien de commun avec une société socialiste » — ce en quoi nous sommes parfaitement d'accord — représentait cependant une étape inévitable et transitoire (surtout en Russie) du capitalisme au socialisme, et bien qu'elle ait dû considérer que c'était « la formule la plus courte, la plus simple et la plus lapidaire pour atteindre un double but : briser la grande propriété et attacher du premier coup les paysans au gouvernement révolutionnaire et que, comme mesure politique pour la consolidation du gouvernement socialiste-prolétarien, c'était une tactique de premier ordre », ce qui était évidemment l'élément fondamental de la situation. En second lieu, elle n'a pas mis en évidence que le mot d'ordre « la terre aux paysans », repris par les bolcheviks du programme des socialistes révolutionnaires, avait été appliqué sur la base de la suppression intégrale de la propriété privée foncière et non pas, comme R. Luxembourg l'affirme, sur la base du passage de la grande propriété foncière à une multitude de petites propriétés paysannes individuelles. Il n'est pas juste de dire (il suffit de revoir les décrets sur la nationalisation) que le partage des terres s'est étendu aux grandes exploitations techniquement développées, puisque celles-ci ont au contraire, dans la suite, formé la structure des « sovkoz » ; elles étaient, il est vrai, fort peu importantes par rapport à l'ensemble de l'économie agraire.

Remarquons, en passant, que R. Luxembourg en traçant son programme agraire, passait sous silence l'expropriation intégrale du sol, qui faisait cependant place nette aux mesures ultérieures, tandis qu'elle visait uniquement la nationalisation de la grande et moyenne propriété.

Enfin, en troisième lieu, R. Luxembourg s'est bornée à montrer les côtés négatifs du partage des terres (mal inévitable), à dénoncer qu'il ne pouvait supprimer « mais seulement accroître l'inégalité sociale et économique au sein de la paysannerie, y aggraver les oppositions de classes », alors que ce fut justement le développement de la lutte des classes à la campagne qui permit au pouvoir prolétarien de se consolider en attirant à lui les prolétaires et semi-prolétaires paysans et que se forma la prémice sociale qui, avec une ferme direction de la lutte, aurait étendu de plus en plus l'influence du prolétariat et assuré sa victoire à la campagne. R. Luxembourg sous-estima incontestablement cet aspect politique du problème agraire et le rôle fondamental qu'avait à jouer le prolétariat, s'appuyant sur la domination politique et la possession de la grande industrie.

Il serait vain de méconnaître que le prolétariat russe se trouvait devant des données extrêmement complexes. Du fait de la dispersion innombrable des petits paysans, les effets de la nationalisation se trouvèrent très limités. Il ne faut pas oublier que la collectivisation du sol n'entraîne pas nécessairement celle des moyens de production y rattachés. Ce ne fut vrai en Russie que pour 8 p. c. seulement de ces derniers tandis que 96 p. c. restèrent la possession privée des paysans alors que, par contre, dans l'industrie, la collectivisation atteignit 89 p. c. des forces productives, 97 p. c. en y ajoutant les chemins de fer, et 99 % pour l'industrie lourde seule. (1)

Bien que l'outillage agricole ne représentât qu'un peu plus du tiers de l'outillage total, il existait là une base étendue pour un développement favorable des rapports capitalistes, en tenant compte de la masse énorme des paysans. Et il est évident qu'au point de vue économique, l'objectif central capable de contenir et de résorber ce développement ne pouvait être que l'organisation de la grande production agricole industrialisée, à technique élevée. Mais cela était subordonné à l'industrialisation générale et par conséquent à l'aide prolétarienne des pays avancés. Pour ne pas se laisser enfermer dans le dilemme : périr ou appor-

(1) Situation en 1925.

ter des outils et des objets de consommation aux petits paysans, le prolétariat — tout en faisant le maximum pour amener l'équilibre entre la production agricole et la production industrielle avait donc à porter son effort principal sur le terrain de la lutte des classes à la campagne, aussi bien qu'à la ville, avec devant lui, toujours, la perspective du rattachement de cette lutte au moment révolutionnaire mondial. S'allier au paysan pauvre pour lutter contre le paysan capitaliste tout en poursuivant l'anéantissement des petits producteurs, seule condition pour créer la production collective, voilà la tâche apparemment paradoxale qui s'imposait au prolétariat dans la politique au village.

Pour Lénine, cette alliance était seule capable de sauvegarder la révolution prolétarienne jusqu'à l'insurrection d'autres prolétariats, mais elle impliquait, non pas la capitulation du prolétariat devant la paysannerie, mais l'unique condition pour vaincre l'hésitation petite-bourgeoisie des paysans oscillant entre la bourgeoisie et le prolétariat de par leur situation économique et sociale et leur incapacité de mener une politique indépendante, et finalement les entraîner dans le procès du travail collectif. « Anéantir » les petits producteurs ne signifie pas les écraser par la violence mais, comme le disait Lénine (en 1918) « les aider à aller jusqu'au capitalisme idéal », car l'égalité dans la jouissance du sol, c'est le capitalisme porté à son idéal au point de vue du petit producteur ; en même temps, il faut leur faire toucher du doigt les côtés défectueux de ce système et la nécessité du passage à la culture collective. » Il n'est pas étonnant que durant les trois années terribles de guerre civile, la méthode expérimentale n'ait pu éclairer la conscience « socialiste » des paysans russes. Si, pour garder la terre contre les bandes blanches, ils soutinrent le prolétariat, ce fut au prix de leur appauvrissement économique et des réquisitions, vitales pour l'Etat prolétarien.

Et la NEP, bien que rétablissant un champ d'expérience plus normal, dut aussi rétablir la « liberté et le capitalisme » mais ce fut surtout en faveur des paysans capitalistes, rançon énorme qui fit dire à Lénine qu'avec l'impôt en nature, « les koulaks allaient pousser là où

ils ne pouvaient pousser auparavant ». Sous la direction du centrisme, incapable de résister à cette pression de la bourgeoisie renaissante, sur l'appareil économique, les organes étatiques et le parti, mais incitant au contraire les paysans moyens à l'enrichissement, rompant avec les paysans pauvres et le prolétariat, le résultat ne pouvait être que celui que nous connaissons. Coïncidence parfaitement logique : 10 ans après l'insurrection prolétarienne, le déplacement considérable du rapport des forces en faveur des éléments bourgeois correspondit à l'introduction des plans quinquennaux sur la réalisation desquels allait se greffer une exploitation inouïe du prolétariat.

La révolution russe a tenté de résoudre le problème complexe des rapports entre prolétariat et paysannerie. Elle a échoué non parce que, en l'occurrence, une révolution prolétarienne ne pouvait, paraît-il, aboutir, et qu'on se trouvait **uniquement** en présence d'une révolution bourgeoise, ainsi que les Otto Bauer et autres Kautsky se sont plu à nous affirmer, mais parce que les bolcheviks n'étaient pas armés des principes de gestion, fondés sur l'expérience historique, qui leur auraient assuré la victoire économique et politique.

Pour avoir exprimé et dégagé l'importance politique du problème agraire, la révolution russe représente toutefois un apport à la somme des acquisitions historiques du prolétariat mondial. Il faut ajouter que les thèses du 2^{me} Congrès de l'I.C. sur cette question ne paraissent pas pouvoir être maintenues intégralement et que notamment le mot d'ordre de « la terre aux paysans » doit être réexaminé et restreint dans sa portée.

En s'inspirant des travaux de Marx sur la Commune de Paris et développés par Lénine, les Marxistes ont réussi à faire la nette démarcation entre le centrisme exprimant la forme nécessaire et **progressive** de l'évolution sociale et ce centrisme oppressif cristallisé dans l'Etat bourgeois. Tout en s'appuyant sur le premier, ils luttèrent pour la destruction du second. C'est sur cette position matérialiste indestructible qu'ils ont vaincu scientifiquement l'idéologie anarchiste. Et pourtant, la Révolution russe a fait rebondir cette célèbre controverse qui paraissait bien enterrée.

Maintes critiques qui s'en inspirèrent ont cru pouvoir rejeter la responsabilité